

## Les mesures de l'administration Trump 2 à l'égard des sciences : quelles conséquences pour la sécurité climatique ?

MARINE DE GUGLIELMO WEBER

Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration Trump a restreint l'information scientifique par des suppressions de données, des coupes budgétaires et des licenciements, notamment en sciences du climat. Ces mesures fragilisent la capacité des États-Unis à anticiper les risques environnementaux, affaiblissent la coopération scientifique et marginalisent les enjeux climatiques dans les stratégies de sécurité.

Le 7 mars 2025, des scientifiques et militants se sont rassemblés dans plusieurs dizaines de villes aux États-Unis et en Europe sous l'égide du mouvement « Stand Up for Science ». En France, des mobilisations ont été observées dans au moins 24 villes, avec près de 10 000 participants en tout, dont 3 000 à Paris où s'est tenue une conférence de presse au Collège de France, suivie d'un cycle de conférences sur le campus de Jussieu et d'une marche dans le Quartier latin. Ces mobilisations répondent à l'une des expressions du tournant autoritaire pris par l'administration américaine : une stratégie politique de restriction de la production et de l'accès à l'information, cherchant à démanteler certaines activités scientifiques. Trois champs de recherches ont notamment été ciblés : les sciences sanitaires, les sciences climatiques et certains pans des sciences humaines et sociales (notamment les activités de recherche dédiées à l'équité sociale et aux questions de genre). Parmi les actions les plus significatives figure la suppression de 8 000 pages web officielles, entraînant la disparition de données scientifiques, à l'instar de données sur la santé publique, sur le changement climatique ou sur la biodiversité des sites gouvernementaux. Cette brève pose la question de l'impact de ces mesures sur la sécurité climatique. Celles-ci risquent, de fait, de compromettre la capacité des États-Unis à anticiper les menaces sécuritaires liées aux changements climatiques sur leur territoire, mais aussi d'amputer les politiques internationales d'atténuation et d'adaptation d'une partie de leurs capacités, et, enfin, de contribuer à la marginalisation des questions climatiques dans la pensée stratégique et sécuritaire européenne.

Dans ce contexte, les chercheurs, assimilés à une forme d'opposition politique, ont été la cible de mesures directes : d'une part, des actions d'intimidation – telles que l'entrée forcée du DOGE au siège de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) en février ; d'autre part, des discours de discréditation – des institutions sanitaires et environnementales telles que les Centers for Disease Control and Prevention (CDC), la Food and Drug Administration (FDA) ou l'Environment Protection Agency (EPA) ont été qualifiées par Trump de « biaisées, inefficaces » ou « antibusiness » – visant à légitimer les stratégies de démantèlement institutionnel. Pour exemple, l'administrateur de l'EPA, Lee Zeldin, a recommandé à la Maison-Blanche d'annuler l'« Endangerment Finding », qui lui permet de régler les émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire, le gouvernement Trump envisagerait de mener une révision critique des rapports climatiques nationaux et internationaux et de recruter des chercheurs approuvés par la Maison-Blanche pour produire une évaluation nationale du climat fondée sur des recherches partisans et des études industrielles. Enfin, dans cette même perspective, des premières vagues de licenciements massifs ont été observées. La NOAA a ainsi perdu 10 % de ses 12 000 employés, ce qui compromet les activités de prévision météorologique, de modélisation du climat et de surveillance des océans. Les villes particulièrement touchées par ces licenciements comprennent Miami, Boston, Houston et Cheyenne, avec des pertes de personnel dépassant 30 % dans certains bureaux. Cette réduction de personnel, qui survient d'ailleurs au début de la saison des tornades, suscite de réelles

préoccupations concernant la capacité de l'un des principaux services de la NOAA, le National Weather Service (NWS), à fournir des prévisions précises et des alertes en temps réel. Selon la communauté scientifique, ces licenciements pourraient compromettre la sécurité publique et la préparation aux catastrophes naturelles.

Enfin, ces mesures ont pris la forme de coupes budgétaires ciblant spécifiquement les institutions, ainsi que les projets et bourses de recherche en lien avec les trois domaines cités plus haut, à l'instar des coupes budgétaires qui visent l'Environmental Protection Agency. La National Science Foundation (NSF), principale agence de financement de la recherche fondamentale aux États-Unis, a annoncé ne plus vouloir financer les projets de recherche comprenant des mots comme : « femmes », « inclusion », « diversité », « race », « historiquement », « biais », « institutionnel »... Il s'agit notamment ici d'appliquer des directives contre les DEIA : diversité, équité, inclusion, accessibilité, et, plus généralement, contre les sciences humaines et sociales et leurs analyses critiques des faits sociaux. Sur un échantillon de 10 000 projets financés par la NSF, 1 200 contiendraient un ou plusieurs mots désormais interdits. Outre l'impact immédiat sur la production et la diffusion des connaissances, ces politiques ont également des effets délétères sur la relève scientifique. Les licenciements ont en grande partie ciblé de jeunes chercheurs, qu'il s'agisse de titulaires en début de carrière ou de post-doctorants. Par ailleurs, face aux incertitudes liées au financement de la recherche scientifique sous l'administration Trump, plusieurs universités ont suspendu ou retiré des offres d'admission en doctorat. Cette situation risque de pousser de nombreux chercheurs à des stratégies de reconversion, et de compromettre le renouvellement des compétences en sciences sanitaires, climatiques et sociales.

Ces actions ne relèvent pas seulement d'une logique de réduction et d'optimisation des dépenses publiques, mais reflètent une stratégie politique axée sur le contrôle et l'effacement de l'information, dans le cadre d'un tournant autoritaire du gouvernement américain et d'une assimilation des scientifiques à une forme d'opposition politique. Au-delà de leurs implications pour la liberté académique, elles ont des répercussions directes sur la sécurité climatique. En réduisant les capacités de recherche et de prévision, elles peuvent nuire à la capacité des États-Unis à faire face aux défis climatiques internes, tout en affectant leur engagement dans la gestion des crises climatiques à l'échelle internationale. Le département de la Défense des États-Unis (DOD) reconnaissait jusque-là, et depuis des années, les changements climatiques comme un « multiplicateur de menaces », soulignant leurs effets délétères sur les capacités militaires et les conditions de déploiement, de même que leur potentiel d'exacerbation des conflits

existants. La réduction des financements du programme Minerva, un programme de financement des sciences sociales axé sur la sécurité nationale, laisse envisager un retour en arrière à cet égard. De nombreux chercheurs travaillant sur des sujets comme l'extrémisme violent, la désinformation, mais aussi les effets des changements climatiques, ont vu leurs subventions annulées. Certains chercheurs craignent que cette décision marque la fin du programme, ce qui serait une perte majeure pour la recherche en sciences sociales et la capacité des États-Unis à anticiper les menaces sécuritaires liées aux sujets censurés, dont les changements climatiques. Par ailleurs, certains responsables politiques ont déjà exprimé leur préoccupation quant à l'adaptation climatique de plusieurs bases militaires en Virginie du Nord, certains projets attendant un financement fédéral qui pourrait ne pas se concrétiser.

Cette situation engage non seulement la sécurité climatique nationale des États-Unis, mais aussi la sécurité climatique internationale, puisqu'il s'agit ici de la première puissance scientifique mondiale dont les activités de recherche sur le climat sont entravées, et dont, par ailleurs, l'administration Trump a engagé, pour la seconde fois, le retrait de l'accord de Paris. La délégation américaine du GIEC a également été dissoute, et les scientifiques de la NOAA ont reçu l'ordre de cesser tout contact avec leurs homologues étrangers. Les politiques climatiques internationales pâtiennent ainsi du retrait scientifique, technique, financier et diplomatique des États-Unis, et devraient, par conséquent, accuser un retard considérable.

Enfin, cette posture des États-Unis vis-à-vis des activités de recherche semble renforcer l'essor des mouvements antiscientifiques en Europe et en France, où certains partis et médias conservateurs souhaitent remettre en question le rôle de l'expertise scientifique et environnementale dans les décisions publiques. Le risque, ici, est celui d'une réduction de la capacité des États européens à adopter des stratégies d'adaptation et d'atténuation fondées sur la connaissance scientifique, et d'une marginalisation des questions climatiques dans la pensée stratégique et sécuritaire. Or, dans un entretien accordé au *Monde*, la vice-présidente de la Commission européenne, Teresa Ribera, rappelait encore le 12 mars la nécessaire prise en compte sécuritaire des enjeux environnementaux, affirmant : « Si nous ne garantissons pas la sécurité climatique, la sécurité en Europe sera impossible. » ■

*Dr Marine de Guglielmo Weber est docteure en sciences de l'information et de la communication et chercheuse environnement, énergie et matières premières stratégiques à l'IRSEM.*

Contact : [marine.de-guglielmo@irsem.fr](mailto:marine.de-guglielmo@irsem.fr)